

PRESS/TE 006  
8 décembre 1995

**LE COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OMC CONVIENT  
D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL EN VUE DE LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE  
SINGAPOUR ET POURSUIT L'EXAMEN DES MESURES COMMERCIALES PRÉVUES DANS  
LES ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATÉRAUX ET DE L'ÉCO-ÉTIQUETAGE**

**A** la réunion qu'il a tenue les 26 et 27 octobre, le Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC a adopté la proposition du Président concernant le programme de travail du Comité en vue de la Réunion ministérielle de Singapour qui aura lieu en décembre 1996 (annexe 1). Il a également continué d'examiner les rapports entre les dispositions de l'OMC et les mesures commerciales prises dans le cadre d'accords environnementaux multilatéraux (AEM) ainsi que l'éco-étiquetage.

Exposant brièvement une proposition qu'elles avaient l'intention de présenter à une réunion future, les Communautés européennes ont indiqué plusieurs approches qui pourraient être suivies pour modifier ou interpréter l'article XX du GATT en vue d'admettre certaines mesures commerciales relevant d'AEM, sans pour autant priver les Membres de l'OMC de leur droit de recourir, si nécessaire, au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Des membres ont étudié la possibilité d'élaborer des critères généraux permettant de déterminer les mesures commerciales qui pourraient être couvertes par les règles de l'OMC, tels que l'ampleur géographique du problème environnemental, l'importance des arguments scientifiques avancés en la matière, l'universalité du soutien apporté à un AEM ainsi que l'examen de la nature des mesures commerciales appliquées. Plusieurs ont estimé que la compatibilité entre le système commercial multilatéral et les AEM serait renforcée par l'examen de critères spécifiques touchant la nécessité, l'efficacité, l'effet le moins restrictif sur le commerce et la proportionnalité.

Plusieurs membres ont dit que les systèmes d'éco-étiquetage étaient un instrument important de la politique environnementale, mais qu'ils pouvaient créer des problèmes d'accès aux marchés et que pour éviter cela la première chose qu'il convenait de faire était de s'engager plus fermement à respecter les obligations de transparence et de notification en matière d'éco-étiquetage. Les débats ont été axés sur l'applicabilité de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) aux labels aussi bien obligatoires que facultatifs ainsi que sur la



façon d'aborder les systèmes d'éco-étiquetage fondés sur des procédures d'analyse du cycle de vie. Parmi les autres questions qui ont été soulevées à ce propos, il y a eu les accords de reconnaissance mutuelle et le principe de l'équivalence des normes environnementales ainsi que l'apport d'une assistance technique aux pays en développement.

***Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux***

De nombreux membres ont estimé qu'une coopération multilatérale, telle qu'elle était définie par les Principes 7 et 12 de la Déclaration de Rio, était indispensable pour régler de manière efficace les problèmes environnementaux mondiaux et transfrontières. Le Japon et d'autres membres ont dit que la coopération internationale pour la protection de l'environnement était pleinement compatible avec les principes du commerce international puisqu'il s'agissait dans les deux cas de sauvegarder l'égalité et l'équité. Le Pakistan a souligné que la dégradation de l'environnement dans de nombreux pays en développement était étroitement liée à la pauvreté et au chômage et qu'il fallait en tenir compte dans l'élaboration d'une approche équilibrée de la protection de l'environnement évitant le protectionnisme commercial.

Pour de nombreuses délégations, il importait de rechercher un équilibre entre le soutien des objectifs environnementaux des AEM et le maintien d'un système commercial multilatéral ouvert, équitable et non discriminatoire. Les Etats-Unis ont dit que les mesures commerciales étaient souvent indispensables pour atteindre les objectifs environnementaux des AEM et ont cité en exemple la Convention de Bâle et la CITES. L'Inde et d'autres membres ont toutefois fait valoir que les mesures commerciales relevant des AEM n'étaient peut-être pas la meilleure manière de répondre aux préoccupations environnementales. Faisant observer que, depuis la CNUED, le nombre d'AEM avait augmenté et que le recours à des mesures commerciales était envisagé dans les négociations en cours sur plusieurs instruments environnementaux juridiquement contraignants, la Norvège, le Chili, le Venezuela et d'autres membres ont dit que la clarification des dispositions de l'OMC dans ce domaine était importante pour lever toutes les incertitudes qui pouvaient exister. Plusieurs membres ont fait observer que jusqu'à présent, aucune mesure commerciale prise en application d'un AEM n'avait été contestée devant le GATT/l'OMC, mais la CE doutait que l'on puisse considérer que cela constituait une reconnaissance *de facto* de la compatibilité de ces mesures avec l'OMC.

Un problème général a été évoqué, à savoir que l'application de mesures commerciales au titre d'AEM pouvait être incompatible avec les droits et obligations des Membres de l'OMC et, à cet égard, il a été jugé indispensable d'examiner de près les effets des dispositions commerciales discriminatoires des AEM sur les Etats non parties ou les pays tiers. L'Egypte et plusieurs autres membres n'acceptaient pas qu'un Membre de l'OMC doive renoncer à ses droits en cas de mesures commerciales discriminatoires prises au titre d'AEM. Plusieurs délégations ont également évoqué la question des mesures commerciales appliquées hors du cadre d'un AEM et ont fait valoir que le seul moyen acceptable et efficace de traiter les problèmes environnementaux transfrontières au niveau international était d'adopter des AEM. Le Canada et d'autres membres ont mis en garde contre le recours à des mesures commerciales unilatérales à des fins de protection de l'environnement et ont dit qu'ils préféreraient en général les approches multilatérales à toute forme d'action unilatérale.

Pour déterminer quelles mesures commerciales relevant des AEM pourraient être couvertes par les règles et obligations fondamentales de l'OMC ou bénéficier à cet égard d'une exemption, plusieurs membres ont suggéré qu'il fallait élaborer des critères ou des principes généraux, portant, notamment, sur les points suivants: portée géographique d'un AEM (problèmes environnementaux transfrontières, régionaux ou mondiaux); preuves scientifiques de l'existence du problème environnemental en question et critères scientifiques ayant présidé au

choix des mesures inscrites dans l'AEM; degré de précision des objectifs environnementaux de l'AEM; question de savoir si l'AEM satisfait aux critères formels concernant l'ouverture et l'universalité de la participation, si les conditions d'adhésion de nouveaux membres à un AEM sont bien les mêmes que pour les membres fondateurs, si l'AEM représente un véritable consensus international, si des pays se trouvant à des stades de développement économique différents y sont parties, si l'AEM a été négocié sous l'égide de l'ONU ou s'il s'agit d'un accord régional ou plurilatéral; mécanisme de règlement des différends et autres dispositions figurant dans les AEM; utilisation précise des mesures commerciales prévues dans l'AEM et question de savoir si les principaux pays producteurs et consommateurs ainsi que les pays visés par les mesures commerciales sont signataires de l'AEM. L'Égypte a ajouté que les modifications juridiques apportées à un AEM existant, y compris l'évolution des conditions dans lesquelles les mesures commerciales relevant d'un AEM pouvaient être appliquées, devaient être examinées séparément sous l'angle de leur portée, de leur application, du nombre de signataires et des dispositions commerciales.

De l'avis de plusieurs membres, il fallait exiger que les mesures commerciales relevant des AEM répondent à des critères formels touchant la nécessité, l'efficacité, l'effet le moins restrictif sur le commerce et la proportionnalité. L'Égypte et d'autres membres ont dit qu'il fallait définir les circonstances particulières dans lesquelles des dispositions commerciales relevant d'AEM étaient justifiées sur la base de preuves scientifiques qui rendaient lesdites mesures nécessaires, évaluer l'efficacité réelle de la mesure commerciale en examinant la cause fondamentale du problème d'environnement et faire une analyse économique du coût et des avantages de la mesure commerciale pour déterminer sa proportionnalité. Les États-Unis ont dit que c'était aux gouvernements et non à l'OMC qu'il appartenait d'évaluer les objectifs et les dispositions environnementaux d'un AEM et qu'une coordination plus étroite entre les organismes publics au niveau national était nécessaire pour éviter que les mesures commerciales prises au titre d'AEM suscitent des préoccupations commerciales. La Norvège a suggéré que si des dispositions commerciales incompatibles avec l'OMC étaient jugées nécessaires, efficaces, le moins restrictives pour le commerce et proportionnées, un non-signataire de l'AEM soumis aux mesures commerciales pourrait demander un arbitrage formel dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, processus auquel il conviendrait d'associer des spécialistes de l'environnement.

Pour éviter que des différends surgissent dans le cadre de l'OMC, plusieurs membres ont été partisans d'inclure dans les AEM une panoplie d'instruments qui constitueraient d'autres mesures de caractère non commercial de manière à éviter autant que possible l'apparition de frictions commerciales. À leur avis, il fallait faire une large place, dans les AEM, à des incitations positives pour aider les pays en développement à convaincre leurs producteurs d'appliquer des normes environnementales plus strictes et d'opter pour l'écotechnologie.

Le Venezuela et l'Égypte se sont prononcés en faveur du maintien du statu quo concernant les règles de l'OMC qui, à leur avis, étaient suffisantes pour traiter la question des mesures commerciales prises dans le cadre d'AEM. Certains membres ont prévenu que modifier les règles de l'OMC pour tenir compte des mesures commerciales relevant des AEM signifierait renoncer au principe de la non-discrimination. Au vu des débats qui avaient eu lieu au Comité ainsi que des constatations établies récemment par des groupes spéciaux chargés du règlement des différends, modifier les règles de l'OMC n'était pas nécessaire car les dispositions existantes n'empêchaient pas les pays d'élaborer des politiques environnementales. Il n'était pas souhaitable d'apporter à l'OMC des modifications qui pourraient ouvrir la voie à un protectionnisme déguisé. Un membre a estimé que l'adhésion à un AEM ne protégeait pas contre le risque de faire l'objet de mesures commerciales protectionnistes et incompatibles avec l'OMC qui n'étaient pas fondées sur des objectifs environnementaux légitimes. Vu la tendance au protectionnisme, il n'était pas prudent de modifier les règles de l'OMC de manière à faciliter le recours à des restrictions commerciales.

Plusieurs membres ont dit qu'ils étaient à première vue favorables à une approche *ex ante* pour inscrire dans le cadre de l'OMC, par le biais d'une interprétation collective de l'article XX du GATT, les mesures commer-

ciales prises au titre d'AEM. La Norvège et la CE ont indiqué que cela offrirait une solution durable en cas de conflits commerciaux et environnementaux, renforcerait la sécurité juridique et améliorerait la prévisibilité pour les négociateurs d'AEM, tout en évitant d'établir une hiérarchie juridique entre les AEM et l'OMC. La CE, appuyée par de nombreux autres membres, a ajouté que les mesures commerciales unilatérales devaient être conformes aux disciplines de l'OMC, que les solutions multilatérales étaient préférables aux solutions unilatérales et que l'OMC n'était pas une organisation de défense de l'environnement. Pour le Canada et d'autres membres, un inconvénient de l'approche *ex ante* était lié à la difficulté de définir des critères suffisamment rigoureux pour éviter de donner un chèque en blanc aux négociateurs d'AEM, leur laissant la possibilité d'enfreindre les règles de l'OMC, mais suffisamment souples pour ne pas empêcher de façon injustifiée l'adoption ultérieure de mesures commerciales répondant à un objectif environnemental légitime. Des membres se sont également demandé si une approche *ex ante* n'aboutirait pas à une définition élargie des exemptions prévues à l'article XX, ce qui augmenterait les risques d'abus protectionnistes.

Certains membres ont exprimé des doutes quant à la nécessité d'une interprétation additionnelle de l'article XX et ont dit que son interprétation actuelle, associée à la possibilité de recourir *ex post* aux dérogations prévues dans le cadre de l'OMC cas par cas, serait suffisante pour assurer la compatibilité entre les mesures commerciales prises au titre d'AEM et les dispositions de l'OMC. Un avantage de cette approche était, selon eux, qu'aucune mesure qui ne s'appuyait pas sur un large consensus international ne pourrait échapper au contrôle de l'OMC. La CE doutait du bien-fondé de cette approche car elle donnait l'impression que la protection de l'environnement restait extérieure aux préoccupations de l'OMC tout en plaçant cette dernière en position d'arbitre sur des questions environnementales; elle a ajouté qu'on ne pouvait pas nier que l'OMC avait son mot à dire à propos de mesures commerciales spécifiques figurant dans les AEM compte tenu des droits et des obligations des Membres de l'OMC.

Des membres ont suggéré de combiner les éléments des approches *ex ante* et *ex post*, et la CE a proposé trois formules possibles. La première consisterait à ajouter à l'article XX un alinéa qui mentionnerait expressément les AEM et renverrait à un Mémoire d'accord sur les rapports entre les mesures commerciales fondées sur des AEM et les règles de l'OMC. Cette formule prendrait en considération les préoccupations de la communauté commerciale et des défenseurs de l'environnement en offrant un cadre juridique et procédural permettant d'assurer une compatibilité *de jure* entre l'OMC et les mesures commerciales fondées sur des AEM. Tout en reconnaissant qu'il convenait d'accorder des dérogations pour les mesures commerciales fondées sur des AEM, elle n'exempterait pas ces mesures de toute possibilité de contestation au titre des dispositions énoncées dans le chapeau de l'article XX; le droit de recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC des Membres de l'OMC qui n'étaient pas parties aux AEM concernés ne serait donc en aucune manière limité. La deuxième solution consisterait à élaborer un Mémoire d'accord disposant que, sous réserve de certains critères, les mesures admises par l'article XX engloberaient les mesures prises en application d'un AEM. Cette formule s'écarterait de la précédente sur le plan formel, mais resterait de type dérogatoire. Son avantage était qu'elle ne nécessiterait pas de modification d'un article du GATT ni, par conséquent, de ratification par les Membres; son inconvénient était que la préoccupation environnementale de l'OMC serait moins visible de l'extérieur. La troisième solution consisterait à modifier l'article XX b) pour y inclure les mesures nécessaires à la protection de l'environnement et les mesures prises en application d'AEM. Pour éviter les craintes exprimées à cet égard concernant l'utilisation de mesures commerciales extraterritoriales pour influencer la politique environnementale d'autres pays, il pourrait être judicieux d'inclure une note interprétative réaffirmant certaines des notions-clés définies dans le Principe 12 de la Déclaration de Rio.

Un autre membre, envisageant de combiner les approches *ex ante* et *ex post*, a dit qu'une interprétation de l'article XX reposait sur trois grands piliers. Le premier était la définition des objectifs de politique publique de l'AEM et la possibilité de prévoir l'utilisation de mesures commerciales en vue de protéger une ressource environ-

nementale située en dehors de la juridiction du pays qui les imposait, laquelle pouvait être une ressource planétaire, comme dans le cas du Protocole de Montréal, ou une ressource environnementale dont la protection nécessitait une coopération et un partage des responsabilités entre les pays importateurs et les pays exportateurs, comme dans les cas de la CITES et de la Convention de Bâle. Comme l'avait relevé un groupe spécial du GATT, rien dans le texte de l'article XX n'indiquait que les alinéas b) ou g) ne s'appliquaient qu'aux politiques visant à protéger des ressources situées sur le territoire du pays invoquant ces dispositions. Il convenait de distinguer clairement la question de l'emplacement des ressources environnementales protégées de celle de l'utilisation de mesures commerciales visant à forcer d'autres pays à modifier des politiques appliquées sur leur propre territoire.

Deuxièmement, il fallait préciser les produits soumis aux mesures commerciales et l'application des mesures commerciales à des pays non parties à l'AEM. Des travaux étaient nécessaires pour déterminer dans quelles circonstances des mesures commerciales incompatibles avec les obligations de l'OMC pourraient néanmoins être appliquées pour atteindre les objectifs d'un AEM et s'il serait possible d'utiliser ces mesures d'une manière compatible avec les principes fondamentaux du système commercial multilatéral. Des lignes directrices limiteraient probablement l'application des mesures commerciales à des produits directement liés au dommage environnemental, par exemple les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et les produits contenant ces substances dans le cas du Protocole de Montréal, les espèces menacées dans le cas de la CITES et les déchets définis comme dangereux dans le cadre de la Convention de Bâle.

Troisièmement, il fallait trouver les moyens d'assurer un traitement juste et équitable des Membres de l'OMC dans l'application des mesures commerciales. A cet effet, l'article XX contenait dans son préambule une disposition permettant un assouplissement des obligations énoncées dans les dispositions fondamentales de l'OMC en matière de traitement NPF et de traitement national. Cela donnait à penser que le traitement appliqué aux pays non parties devait dépendre de la question de savoir si ils respectaient les conditions nécessaires pour la réalisation des objectifs des AEM et non de leur non-adhésion à l'AEM concerné. Cette approche était celle qui était adoptée aussi bien dans le Protocole de Montréal que dans la CITES et la Convention de Bâle.

***Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage***

Plusieurs membres ont été d'avis que les programmes d'éco-étiquetage ainsi que les normes environnementales, les règlements techniques, les politiques d'emballage et de recyclage étaient des instruments importants pour la protection de l'environnement. Dans le cas de l'éco-étiquetage, ils ont rappelé que le programme Action 21 indiquait qu'il importait d'encourager l'apparition d'un public de consommateurs plus conscients des problèmes d'environnement. Tout en soutenant les objectifs généraux de l'éco-étiquetage, le Canada, la CE, l'Argentine, l'Inde, les pays de l'ANASE, les Etats-Unis et d'autres membres ont toutefois souligné que le fait que les systèmes d'éco-étiquetage pouvaient créer des problèmes d'accès aux marchés suscitait des préoccupations de plus en plus vives. En outre, l'augmentation récente de l'utilisation des systèmes d'éco-étiquetage soulevait des problèmes concernant la transparence, les contraintes inévitables et le coût élevé sur le plan de la compétitivité pour les producteurs étrangers de produits similaires et on pouvait craindre qu'en l'absence de méthodes pour définir les critères environnementaux ou analyser le cycle de vie, les systèmes d'éco-étiquetage aboutissent à des abus protectionnistes.

De nombreux membres ont souligné que la transparence devait être un point de départ pour traiter les problèmes commerciaux que pouvaient poser les systèmes d'éco-étiquetage, certains d'entre eux estimant qu'il fallait aller plus loin et associer davantage les fournisseurs étrangers et les organisations non gouvernementales,

entre autres, à la sélection des produits et à la définition des critères environnementaux concernant de tels programmes.

Plusieurs membres ont rappelé la décision prise récemment par le Comité OTC selon laquelle toutes les prescriptions obligatoires en matière d'étiquetage étaient assujetties aux dispositions de l'Accord OTC quelle que soit la nature des renseignements fournis sur l'étiquette et ils ont ajouté que, par analogie, les normes d'étiquetage facultatives le seraient également, encore que certains doutes aient été exprimés à ce sujet par la CE qui a dit que d'autres précisions seraient utiles sur ce point. Des membres ont estimé, plus concrètement, que l'article 4 et l'annexe 3 de l'Accord OTC s'appliquaient aux programmes d'éco-étiquetage facultatifs. Bon nombre de ces programmes étaient élaborés et mis en oeuvre avec une participation plus ou moins grande des pouvoirs publics allant d'un soutien financier et d'une assistance technique à l'approbation des critères d'évaluation. La participation ou le parrainage des pouvoirs publics n'entraînaient pas nécessairement une plus grande efficacité des systèmes d'éco-étiquetage facultatifs, et des systèmes non officiels pouvaient avoir des effets tout aussi grands, voire plus grands, que les systèmes officiels. Toutefois, les programmes mis en oeuvre par des organismes à activité normative du secteur privé étaient visés, directement ou indirectement, par les mêmes dispositions qui prévoyaient des procédures en matière de transparence et de notification, la nécessité de ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce et une application non discriminatoire conformément au principe du traitement national. L'adhésion à l'annexe 3 de l'Accord OTC (Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes) devait aider à éviter les différends liés à l'éco-étiquetage en permettant aux parties intéressées, dont les pouvoirs publics, les industriels, les consommateurs et les ONG environnementales des pays tiers, de participer à des programmes d'éco-étiquetage particuliers, notamment en ce qui concernait la définition des groupes de produits, l'élaboration des critères environnementaux et l'utilisation de l'analyse du cycle de vie.

De plus en plus de systèmes d'éco-étiquetage étaient fondés sur l'analyse du cycle de vie (ACV), et la CE ainsi que d'autres membres ont dit que l'ACV d'un produit "du berceau au tombeau", qui comprenait l'analyse des matières premières et autres intrants, des procédés et méthodes de production (PMP), de la distribution, de l'utilisation finale et de l'élimination, pouvait être un bon instrument pour la protection de l'environnement. Des membres ont soulevé à cet égard deux problèmes généraux, dont l'un était qu'en l'absence de méthodes ou de normes internationales, les procédures ACV associées à des systèmes d'éco-étiquetage pourraient, de façon voulue ou non, devenir des obstacles à l'importation. La sélection des produits ou l'importance relative de critères environnementaux dans les méthodes ACV pourraient, par exemple, refléter la situation environnementale et les choix politiques du pays importateur, ce qui ne serait pas forcément efficace ou pertinent du point de vue des priorités du pays exportateur en matière d'environnement.

Des membres ont indiqué que certains systèmes proposés au nom du développement durable étaient entachés d'arrière-pensées politiques ou économiques et que cette situation ne pouvait plus durer. Les systèmes d'éco-étiquetage fondés sur l'ACV pouvaient être exploités à des fins protectionnistes, surtout s'ils étaient influencés par la branche de production nationale. La crainte a également été exprimée que plusieurs systèmes d'éco-étiquetage soient mis en place pour le même produit sur la base de critères environnementaux et de méthodes ACV très différents. Ces différences pourraient entraîner une hausse des coûts d'ajustement pour les fournisseurs étrangers et réduire l'accès aux marchés. Cette situation posait des problèmes particuliers aux fournisseurs des pays en développement. L'Argentine a fait observer que, dans l'ACV, on évaluait les externalités environnementales à trois stades du cycle de vie: la production, la consommation et l'élimination. Les externalités au stade de la consommation et de l'élimination étaient liées aux caractéristiques des produits. On pourrait donc commencer par accepter la reconnaissance mutuelle des critères environnementaux pour ces deux stades de la vie du produit, à moins que ces critères ne soient discriminatoires. Pour cela il faudrait faire une évaluation cas par cas.

Un deuxième sujet général de préoccupation était que les procédures ACV pouvaient poser un problème particulier au regard de l'Accord OTC du fait qu'elles reposaient sur des PMP non incorporés dans les produits ou sans rapport avec les produits. De nombreux membres ont fait observer que l'historique de la négociation de l'Accord OTC donnait à penser que les PMP sans rapport avec les caractéristiques d'un produit ne devaient pas être considérés comme conformes à l'Accord OTC. L'un d'eux a appelé l'attention sur le fait que le Groupe d'experts mixte de l'OCDE, dans son rapport de 1995 aux ministres, disait clairement que les règles et disciplines commerciales multilatérales ne prévoyaient pas et n'avaient jamais été interprétées de façon à autoriser des restrictions à l'importation fondées sur des caractéristiques qui n'étaient pas incorporées physiquement dans les produits importés.

Des membres ont dit qu'il fallait apporter des précisions sur l'applicabilité des obligations découlant de l'Accord OTC aux systèmes d'éco-étiquetage fondés sur l'ACV car la procédure ACV pouvait en principe être partiellement visée par l'Accord OTC, et la CE a suggéré à cet égard de chercher les moyens de faire entrer intégralement ces systèmes dans le champ d'application de l'Accord OTC ou de négocier un code de conduite *ad hoc* couvrant les systèmes d'éco-étiquetage facultatifs fondés sur l'ACV. Un code pourrait être conçu de manière à répondre aux exigences de transparence spécifiques concernant le fonctionnement des systèmes d'éco-étiquetage, sans introduire de procédures excessivement lourdes. En outre, il pourrait comporter des dispositions de fond visant à éviter toute discrimination dans la définition des groupes de produits et des critères et dans l'octroi des labels.

Des membres ont suggéré qu'une approche fondée sur la reconnaissance mutuelle des critères environnementaux, des organismes de certification, des procédures d'évaluation et d'audit et de l'équivalence des systèmes d'éco-étiquetage fondés sur les PMP serait compatible avec la préférence pour les normes fondée sur les propriétés d'emploi, qui figurait déjà dans l'Accord OTC et pourrait limiter le risque de créer des obstacles non nécessaires au commerce. L'Égypte a fait observer que la reconnaissance mutuelle pourrait, par exemple, entraîner une intégration des marchés et un abaissement du prix d'équilibre du produit étiqueté. Cela encouragerait les consommateurs soucieux de l'environnement à préférer les produits étiquetés et aurait un effet positif sur les revenus des pays en développement, ce qui leur permettrait de faire davantage pour l'environnement. Des membres ont dit que l'harmonisation internationale des procédures d'éco-étiquetage et la reconnaissance mutuelle des labels pourraient être un moyen efficace de régler le problème de l'éventuel impact commercial des systèmes d'éco-étiquetage. Toutefois, vu l'ampleur de la tâche, il ne semblait pas possible d'obtenir des résultats immédiats dans ce domaine.

Plusieurs membres, dont la CE, l'Inde, les pays de l'ANASE et le Canada, ont souligné que les besoins spéciaux des pays en développement devaient être pris en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des systèmes d'éco-étiquetage. Il fallait accorder plus d'importance à l'assistance technique aux pays en développement pour favoriser leurs exportations et le Centre du commerce international devait continuer d'offrir à ces pays des services d'experts et des conseils pour satisfaire à ces prescriptions.



## **Annexe I**

### **Comité du commerce et de l'environnement** ***Programme de travail***

Les consultations informelles ont fait ressortir ce qui suit:

1. Le bilan des activités est davantage un exercice pragmatique qu'une analyse de fond et, par conséquent, il doit aboutir à un programme de travail détaillé visant à mettre en oeuvre le mandat du Comité, c'est-à-dire à établir un rapport:

a) qui identifie les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable;

b) qui contienne des recommandations sur le point de savoir s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire; et

c) qui respecte le mandat prévu dans la Décision ministérielle sur le commerce des services et l'environnement.

2. Pour établir un programme de travail plus ciblé et bien équilibré, le Président présente les propositions ci-après:

a) maintenir tous les points inscrits à l'ordre du jour mais passer, chaque fois que possible, de l'examen de ces points à l'analyse des questions identifiées au cours des débats comme étant essentielles et, à cette fin, organiser le programme de travail futur sur la base de la proposition présentée ci-après;

b) poursuivre l'analyse de ces questions jusqu'en mai 1996, époque où un nouvel examen du programme de travail aura lieu;

c) la liste des questions identifiées en face de chaque point n'est pas nécessairement exhaustive. Une fois que le Comité aura débattu des questions identifiées, les Membres seront libres de soulever des questions connexes au titre de chaque point de l'ordre du jour à la même réunion;

d) dans le cadre du programme de travail:

i) des réunions informelles conjointes du Comité du commerce et de l'environnement et du Comité OTC sont envisagées, pour lesquelles ce Comité doit donner son accord, en vue d'analyser l'applicabilité de l'Accord OTC à l'éco-étiquetage et la nécessité de prévoir d'autres disciplines pour l'éco-étiquetage;

ii) toutes les autres questions identifiées dans le tableau ci-dessous et les points de l'ordre du jour seraient examinés au cours de la réunion plénière mais des réunions informelles à participation non restreinte seraient convoquées parallèlement à celle-ci lorsqu'il serait nécessaire d'analyser une question en détail ou qu'un document sur une question spécifique serait présenté pour examen;

iii) un certain nombre d'études/de rapports qui devraient être établis par le Secrétariat ont été suggérés en plus de ceux qui sont déjà en cours. Le Secrétariat est encouragé à continuer de coopérer étroitement avec la CNUCED, le PNUE et d'autres organisations intergouvernementales et à tirer pleinement parti des études qu'ils ont effectuées et effectueront.